



Déclaration liminaire – CDEN dématérialisé du 10 avril 2020

La crise sanitaire qui frappe durement notre pays démontre si besoin était l'engagement sans faille des services publics et de celles et ceux qui les font vivre. Cet engagement est d'autant plus remarquable qu'il vient après trois années d'attaques fortes du gouvernement contre les fonctionnaires et en particuliers contre les personnels de l'Éducation Nationale.

Pourtant les personnels de l'Éducation Nationale font front face à cette épidémie, en maintenant l'enseignement à distance comme ils le peuvent, avec les moyens dont ils disposent.

Les enseignant-es font également preuve d'un engagement sans faille en se portant massivement volontaires pour accueillir les enfants des personnels de soin et de sécurité dans les écoles. Engagement d'autant plus remarquable qu'il s'exerce dans des conditions de sécurité sanitaire insuffisantes. *(Jusqu'à cette semaine : sans masques ni gants, sans gel hydroalcoolique, en devant parfois effectuer eux-mêmes la désinfection du matériel scolaire et des locaux).*

Et tout cela malgré une impréparation criante de la part du Ministère de l'Éducation Nationale, quoiqu'en puisse dire M. Blanquer – à grand renforts de déclarations hors sol dans les médias (la plupart du temps privés) ; ainsi que dans les circuits de diffusion professionnels, où il publie des vidéos insupportablement infantilisantes en direction des personnels.

Annonces prématurées voir mensongères sur la soi-disant continuité pédagogique ; misère des moyens informatiques du Ministère ; communication confuse avec ordres et contre ordres se succédant à tous les niveaux de l'institution... La liste est bien trop longue de tout ce qui a dysfonctionné (le mot est faible) pour la détailler ici, même par écrit.

Le Ministère a mis ses propres cadres exécutifs en danger en leur ordonnant de relayer une doctrine mensongère et donc dangereuse. Les syndicats de la FSU n'ont eu de cesse d'alerter et de mettre en garde sur l'aberration de certaines mesures prises ainsi que sur les carences des mesures de protection des personnels sur le terrain. Le changement récent et soudain de doctrine gouvernementale prouve, comment souvent, que nous avons raison. Il faut écouter le terrain !

Le changement de doctrine ministérielle est tout aussi spectaculaire en ce qui concerne la carte scolaire. Mais là encore le Ministre ferait mieux d'écouter le terrain plutôt que ses conseillers en communication : ses annonces ineptes ne correspondent en rien à la réalité des écoles, en particulier dans notre département...

Cette crise montre à l'évidence la nécessité absolue d'une fonction publique renforcée et revalorisée, ce que n'a de cesse de rappeler la FSU. Elle met en lumière de façon criante la nécessité et le rôle fondamental des CHSCT, que la loi de la transformation de la fonction publique a pourtant pour objectif de détruire.

Des années de restrictions budgétaires ont laminé l'Hôpital Public, et les moyens manquent cruellement, obligeant les personnels de santé à faire des choix dramatiques faute de matériel – ou à transporter des malades en réanimation d'un bout à l'autre de notre pays.

Nos pensées vont tout naturellement vers les familles touchées par les effets de cette maladie pernicieuse parce qu'invisible, et vers les soignant-es qui se donnent sans compter en risquant leur propre santé. Vers les enseignant-es, aussi, qui se démènent au quotidien pour soutenir les élèves et leurs familles et maintenir le lien essentiel entre l'école et la nation.

Nos pensées vont enfin, parmi eux, vers nos collègues directrices et directeurs, que la bureaucratie aveugle de notre institution a continué à surcharger de travail (y compris de celui qui devrait être effectué par les établissements du second degré – nous pensons entre autre à la calamiteuse application AFFELNET) alors même qu'ils étaient en première ligne pour la gestion de la crise dans leurs écoles.

En cette période où les inégalités sont exacerbées, il apparaît clairement que, lorsque l'École ne joue plus son rôle de rattrapage des inégalités sociales, la réussite des enfants les plus défavorisés est compromise. Cela montre si l'en était besoin que l'effet-maître atténue les inégalités, et met à mal les rengaines libérales sur l'incurie du système d'enseignement français. Nos dirigeants redécouvrent l'importance de l'école et des services publics : enfin !

Les aménagements de la carte scolaire doivent absolument aller vers la réduction de ces inégalités. En augmentant les dotations de postes, M. Blanquer nous semblait œuvrer pour cet objectif. Hélas, le cadrage qu'il impose à ses Recteurs et aux DASEN empêche tout vrai travail en ce sens. Une fois de plus, le budget de l'État est mis au service de la communication ministérielle... Dans le cas présent, la communication en direction des maires des communes rurales qui, nous le savons, ne seront pas dupes.

Ils savent bien, eux, quelle est la réalité de l'école de leur village. Quelles sont les attentes, en matière d'éducation, de leur population. Et que les effets d'annonce d'un Ministre ne remplacent pas les moyens humains, répartis au plus près des besoins du terrain. Ils savent que l'école est essentielle à la vie de leurs communes. Ils veulent du concret, pas de la com'.

En 1944, alors que la guerre n'était pas terminée, le Conseil National de la Résistance a élaboré les fondements du pacte solidaire qui a unifié notre nation pendant 60 ans. Les trois derniers gouvernements n'ont eu de cesse de le détruire. Alors que la crise sanitaire qui nous affecte n'est pas encore terminée, il est essentiel de préparer l'après ; et de revenir aux fondamentaux du CNR : participation de tous selon les moyens ; solidarité avec tous selon les besoins. Une carte scolaire différente pourrait aujourd'hui participer de cette reconstruction. Nous espérons que vous saurez entendre cet appel.

Pour finir : nous déplorons les conditions dans lesquelles sont organisés les débats de ce CDEN. Nous comprenons votre souci de tenir les délais des opérations de carte scolaire dans une situation qui n'est pas idéale pour préparer la rentrée, mais le dialogue ne doit pas pour autant en être altéré. Au plan national, c'est par visio-conférence que se déroulent les instances, ce qui permet d'identifier les personnes et de débattre dans des conditions les moins mauvaises possibles : nous demandons qu'il en soit de même dans notre département.